

Le Bonnet Rouge

Quotidien Républicain du soir

RÉDACTION & ADMINISTRATION

142, rue Montmartre (Paris 2^e)

TÉLÉPHONE CENTRAL 80-83

Pour la Publicité s'adresser à la Direction

44, rue Drouot, Paris (9^e)

DIRECTION & PUBLICITÉ

14, rue Drouot (Paris 9^e)

Téléph. : CENTRAL 80-80

Abonnements : Paris 20 fr. ; Départements 24 fr. ; Étranger 32 fr.

Les abonnements pour 6 mois sont reçus

5 centimes — PARIS ET DÉPARTEMENTS — 5 centimes

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

La Crise des Munitions

par le Général PERCIN

Dans un article publié, le 28 août dernier, par un journal sérieux, bien innocent de l'erreur qu'on lui a fait commettre, un officier d'artillerie en retraite dont je tairai le nom, pour ne pas enfreindre les règles de l'union sacrée, rappelle que le général Langlois a demandé au Sénat, le 13 juillet 1909, le vote de crédits destinés à approvisionner chacun de nos canons de 75 à 3.000 coups par pièce, et il ajoute que les bureaux de la guerre ont réclamé, pour la constitution d'un approvisionnement de toutes sortes, des crédits dont la demande est venue s'échouer dans le cabinet du général André.

A qui négligera de faire le rapprochement des dates, le général André apparaîtra ainsi comme responsable de l'échec de la proposition du général Langlois, alors qu'il n'était plus ministre depuis cinq ans. Passons sur la perfidie de l'attaque, et examinons, en elle-même, la proposition dont il s'agit. Ancien chef de cabinet du général André, je déclare tout d'abord que, jamais, les demandes de crédits d'aucune sorte ne sont venues au cabinet du ministre. Ces questions étaient traitées par le général André lui-même, en collaboration avec le Directeur intéressé et le Directeur du Contrôle. J'ignore donc si le général André a refusé d'approvisionner chacun de nos canons de 75 à 3.000 coups par pièce ; mais, s'il l'a fait, il a agi très sagement. Je doute même que le Directeur de l'Artillerie lui ait transmis une proposition aussi baroque que celle-là.

La première condition, en effet, à laquelle doit satisfaire le chiffre d'un approvisionnement de guerre, c'est que cet approvisionnement puisse être renouvelé, en un temps qui ne soit pas trop long, par les consommations du temps de paix.

Or, chacune des batteries de 75 exécutait, avant la guerre, des écoles à feu au cours desquelles elle consommait surtout, des obus d'exercice, au prix de 5 francs l'un, alors que le prix des obus de guerre est de 25 francs. Chaque batterie consommait, en outre, un certain nombre d'obus de guerre. Je n'ai pas sous les yeux le chiffre des allocations annuelles, mais je ne crois pas me tromper beaucoup en disant qu'il était de 150 obus de guerre par batterie ; ce qui faisait, pour l'armée entière, le respectable chiffre annuel de trois millions de francs.

150 est contenu 80 fois dans 12.000, montant de l'approvisionnement de guerre de la batterie de quatre pièces, dans le projet du général Langlois. Il aurait donc fallu 80 ans du temps de paix, pour épuiser cet approvisionnement. Il en aurait même fallu 120 ; car il existe actuellement, sur le front, une fois et demie plus de batteries qu'il n'en existait à l'effectif de paix.

Leur Union Sacrée!

Un incident odieux, où l'on discerne sans peine la main des gens d'Action Française, s'est produit hier soir à l'Opéra-Comique. M. Brémont commençait à lire le beau poème de notre ami Georges Pichet, lorsque des protestations se firent entendre, suivies de quelques cris : « A bas Jaurès ! »

Ainsi, après un an de guerre, alors que les événements confirment comme à plaisir les vues prophétiques du grand mort, alors qu'il apparaît à tous que Jaurès seul pouvait être la grande âme de cette guerre, des butors oublient l'ennemi commun pour manifester ignominieusement contre la mémoire d'un mort. Ce sont les seules vaillances à la mesure de ces héros de coin de feu.

Pendant que les amis de Jaurès célébraient avec une religion filiale l'anniversaire de sa mort, les roquets de Maurras, les peigne-culs de Daudet et la douzaine de malheureux que Gobier contaminé, sont venus glapir. Ils ont, comme les chacals, attendu la nuit pour tenter d'éclabousser de leur boue la mémoire du génie. Il leur a fallu le retournelement d'une salle de spectacle où les agents de l'autorité peuvent toujours parler aux représsailles de la foule, pour oser lancer leur aboiement.

Leurs cris, d'ailleurs, durèrent peu ; l'orchestre entonna la Marseillaise pour rappeler à la raison, pour ramener à l'honneur présente, ces faiseurs de désordre, instruments inconscients, nous voulons le croire, entre les mains des « Serviteurs de l'Étranger ».

Les Serviteurs de l'Étranger (1)

Ami des Royalistes
Ami des Boches

L'Exemple de M. de Reynold

C'est une règle. Comme toute règle, elle comporte quelques exceptions et ce pense-petite de Maurras citera les noms de trois ou quatre réactionnaires catalans qui se sont engagés dans l'armée française. La règle n'en reste pas moins vraie, pour la grande majorité, la quasi-généralité des cas. Quiconque, dans les pays neutres, est réactionnaire, c'est-à-dire clérical et contre-révolutionnaire, quiconque admire l'Action Française déteste la France. Les amis que la troupe Maurras-Daudet, de Rabourdin, Bainville comptait à l'étranger avant la guerre, sont maintenant germanophiles.

Rien de plus naturel, d'ailleurs. Ce qu'ils aimaient dans l'Action Française, c'étaient ses idées, qui sont, nous l'avons démontré dans nos aulons, de la magnifique étude de M. Emile Bourgeois, les idées allemandes. Néo-royalisme-kaiserisme. Voici, de ces affiliés, un exemple fort « suggestif », comme l'on dit dans le palais de Paul Bourget.

Une tentative allemande. Vous n'avez sans doute pas oublié qu'il y a quelques mois une étrange nouvelle nous arriva de Suisse. Un professeur de l'Université de Genève voulait rétablir les rapports entre les intellectuels français et les intellectuels allemands. A cette fin, il fondait une importante revue, la Revue des Nations. Il espérait que nos savants, nos écrivains, nos philosophes accepteraient de collaborer dans cette publication avec les intellectuels du kaiser, cyniques approbateurs des crimes de Louvain et de Heims. Le professeur genevois s'adressa d'abord aux Allemands. Ceux-ci accueillirent ses propositions avec enthousiasme, et pour cause : n'était-ce pas l'Allemagne qui avait suggéré à l'universitaire suisse l'idée de cette tentative de rapprochement.

Mais les Français repoussèrent avec indignation les offres inconvenantes de ce neutre bien particulier. M. Ernest Lavisse, notamment, et M. Gustave Lanson, opposèrent un énergique non possunt sans avances helvétiques. Ils montrèrent que poursuivant tandis que nos soldats se battent et tandis que l'ennemi brûle nos villages, assassine nos femmes et nos enfants dans les rues des villes ouvertes et pacifiques, serait une indignité. Ils découvrirent dans cette publication d'apparence suisse l'inspiration de l'Allemagne.

La tentative échoua. Les Boches durent chercher d'autres combinaisons. Le professeur ajourna sine die la publication de sa revue. Un ami de Maurras. Or, quel était le professeur suisse qui avait accepté de l'Allemagne de se charger d'une pareille besogne, qui la voua au mépris de ses compatriotes eux-mêmes, les quels parlèrent de lui et de son projet sans indulgence ? C'était un admirateur de l'Action Française, un cerveau perverti par toutes les idées néo-royalistes qu'il avait prises chez Maurras et qu'il hospitalisait.

Ses compatriotes le connaissaient pour un adepte du néo-monarchisme et ne l'appelaient, dans leurs journaux, que le « Camelot du Roy ». Nous les connaissons aussi, en France, car Maurras et les siens avaient tenté de l'imposer à notre admiration. Le professeur de l'Université de Genève qui tenta de faire cet indécent rapprochement pour le compte des Allemands, s'appelle Gonzague de Reynold.

C'est, avons-nous dit, un fanatique des idées de l'Action Française, ce qui explique son dévouement à l'Allemagne, mère de ses idées. L'Action Française, à une époque où elle ne faisait pas recette, pensa à s'adresser à l'étranger. Nul n'est prophète en son pays. Maurras, aux Martigues, est considéré comme un pauvre fou, un « fada », un « innocent ». La bande entière, à Paris, n'est prise au sérieux que pour le mal qu'elle peut faire... Ils le savaient, ils se dirent : « Tâchons l'exportation ». A l'étranger, une des premières recrues que firent les néo-monarchistes, ce fut le sire de Reynold.

Le sire de Reynold. Il hurla à tous les coins de rue son admiration pour Maurras, Bourget et toute l'école des Martigues. Il encombrait d'éloges de l'Action Française et d'exposés de cette philosophie politique de rois nés tous les jours, qui voulaient bien accueillir ses essais. Il faisait de la propagande auprès des étudiants de l'Université de Genève. Il alla même jusqu'à fonder à Genève, en Suisse, une revue d'Action Française, conception assez saugrenue. Bref, c'était le parfait Camelot du Roy, et les journaux suisses, en l'accablant, ces temps derniers, sous cette appellation, étaient sévères, mais n'étaient point injustes.

Reynold à Paris. Si Reynold aimait beaucoup l'Action Française, la troupe lui renvoya bien son affection. Maurras, éperpillé à l'idée que quelqu'un qui n'attendait de lui ni qu'il dise du bien de ses œuvres, ni qu'il l'introduise dans les milieux royalistes en vue d'un mariage riche, ou pour placer de mauvais titres, lui s'enthousiasma au point pour son œuvre et ses aversions d'idées. Maurras conçut le désir de voir Reynold. Justement, l'Action Française tenait, dans la plus célèbre des salles des Sociétés savantes, ce qu'elle appelait son congrès : c'est-à-dire (1) Voir le Bonnet Rouge depuis le 6-Juin.

LA QUESTION des Réformés n° 2 de 1915

Malgré M. Dalbiez, on veut les englober dans la loi Dalbiez!

Le Parlement et l'Opinion publique condamnent ce paragraphe

Nous avons dit hier — et nous le répétons aujourd'hui — que nous combattons de toutes nos forces le paragraphe du rapport de M. Henry Chéron qui vise les réformés de 1915. Le Bonnet Rouge a reçu une quantité considérable de lettres émanant d'industriels, de commerçants, d'employés et d'ouvriers. Les uns et les autres nous demandent de signaler dans nos colonnes les inconvénients multiples qui résulteraient de l'adoption de ce paragraphe et la perturbation énorme provoquée par son application dans le monde du travail et l'industrie. Nous allons démontrer :

1. Que ce paragraphe est inutile ;
2. Qu'il est maladroit ;
3. Qu'il est dangereux.

UNE MESURE ABSOLUMENT INUTILE. Il est facile d'établir l'inutilité de cette mesure. Elle est flagrante. On sait quel appoint misérable serait celui apporté aux armées de la République par le contingent choisi dans les réformés de 1915. Si, au début de la mobilisation certaines réformes ont été accordées à la légère, par contre, depuis les rigoureuses instructions données aux médecins militaires par M. Millerand, les Commissions spéciales ont fonctionné, en 1915, avec la méfiance la plus grande et l'attention la plus scrupuleuse, avant d'être présentées devant ces commissions, les soldats sont soumis à des visites successives qui permettent d'éliminer les hommes susceptibles d'une guérison éventuelle.

En outre, les médecins militaires peuvent accorder simplement des congés de convalescence ou des réformes temporaires. On peut donc déclarer, sans crainte de démenti, que, pour avoir été réformé n° 2, entre le 1^{er} janvier et le 31 juillet 1915, il fallait être atteint d'une infirmité suffisamment grave pour être désormais inutilisable.

Etant donné les garanties qui ont entouré les opérations des commissions de réforme en 1915, il serait dérisoire — et absolument inutile — d'essayer de découvrir parmi ces hommes des soldats capables d'être utilisés et de retourner sur le front. CONTRE LA REPRISE DES AFFAIRES. Cette mesure serait maladroite, parce qu'impopulaire — et pour deux raisons :

D'abord, parmi les réformés n° 2 de 1915, il y a un nombre très important de soldats qui reviennent du front — et, ceci dit pour ceux qui prétendent l'analogie avec les réformés antérieurement au 31 décembre 1915, il est évident que cette catégorie parmi les hommes atteints par la loi du 6 avril.

Ceux-là ont combattu. Ils ont fait tout leur devoir. Tout le monde ne peut pas obtenir la réforme n° 1, réservée aux mutilés et aux amputés. Les autres blessés ont vu se combler le vide de la réforme n° 2, sans pension, ni gratification. Il existe donc à l'heure actuelle des milliers de soldats réformés n° 2, à la suite de blessures ou de maladies contractées sur le front.

Il est évident que, devant les commissions, de nouveau, devant les commissions, serait une inaudace. On ne peut pas — et voilà la deuxième raison — que les réformés de 1915, se croyant défaits de toute obligation militaire — patrons et ouvriers — ont participé à la reprise des affaires.

La guerre ne se fait pas seulement sur le front, à coups de fusil et à coups de canon. Il faut aussi, en même temps, à l'intérieur des pays belligérants, à coups de

pièces d'or et de production industrielle. A côté de la guerre militaire, il y a la guerre économique. Pendant que nos soldats défendent glorieusement notre drapeau, nos industriels, en remplaçant partout où ils le peuvent, dans l'univers entier les produits d'Outre-Rhin par les produits français. C'est à ce travail gigantesque que les réformés de 1915 avaient consacré leurs efforts. Ne serait-il pas maladroit d'anéantir, par une mesure ridicule, la tâche commencée au plus grand détriment de la prospérité économique de notre pays ?

30.000 TUBERCULEUX DANS L'ARMÉE. Dangereux ! Ah ! certes, il ne faut pas se le dissimuler. En réformant ce paragraphe, M. Henry Chéron ne se doutait pas du triple péril qu'il présente. Notre devoir patriotique nous oblige à le révéler :

1. Au point de vue de l'Opinion publique, les visites des réformés créent un véritable malaise dans le pays. On se demande avec anxiété, dans les milieux populaires, puisque les réformés sont convoqués constamment, si les médecins majors accomplissent leur devoir avec une entière loyauté. Ce doute est douloureux. Si l'on appelle des réformés de 1915, comme conclusion s'imposerait — qui se verra, d'ailleurs, injuste et calamiteuse : « Nos médecins-majors sont des incapables ou des faussaires. Pour l'honneur de notre corps médical, cette hypothèse ne doit pas être envisagée. »

2. Au point de vue de l'Hygiène de l'Armée, un danger imminent se présente. On sait que l'on a dû renvoyer de l'Armée plus de 30.000 soldats tuberculeux ou menacés de tuberculose. Ces hommes ont reçu la réforme n° 2. Il serait monstrueux de les faire repasser devant les Conseils d'armées contagieuses qui dans la même situation. Pour la sécurité de nos soldats, si l'on ne veut pas emplier les infirmeries, les hôpitaux et les cimetières, il ne faut pas convoquer, de nouveau, les réformés n° 2 de 1915.

3. Au point de vue de nos adversaires, ce serait une faute extrêmement grave. La France, heureusement, ne manque pas d'hommes. Comme le disait notre ami Dalbiez : « Avant de reprendre les réformés de 1915, il serait juste et nécessaire de verser dans les troupes combattantes les hommes dont nous disposons. »

Que diraient nos ennemis en constatant — faussement d'ailleurs — que nous sommes réduits à réintégrer dans nos armées des soldats blessés ou des soldats tuberculeux !

Nous n'en sommes pas là, dieu merci ! Pour toutes ces raisons que nous venons d'énumérer, le Bonnet Rouge déclare le paragraphe visé par les réformés de 1915 inutile, maladroit et dangereux. Le Parlement ne peut l'adopter. Il ne l'adoptera pas.

AVIS. Afin de préparer un dossier sur la situation des réformés de 1915 destiné à être soumis à la bienveillante attention du Parlement, le Bonnet Rouge prie toutes les personnes de cette catégorie — commerçants, industriels, artistes, ouvriers, journaliers — de lui faire connaître, le plus rapidement possible, leurs cas particuliers. Un de nos rédacteurs se tiendra à leur disposition demain et après-demain, entre six et sept heures, à nos bureaux, 14, rue Drouot.

Après un an Pourquoi l'Allemagne sera vaincue

UNE OPINION SCANDINAVE

La presse Scandinave entière publie de longs articles sur l'anniversaire du commencement de la guerre. La note dominante est la conviction que la victoire finale est maintenant une question d'endurance.

Le « Vorland » écrit : « Le résultat principal de la guerre au bout de cette première année peut se résumer ainsi : l'Allemagne peut élever un plus grand nombre de succès, mais ses adversaires ont maintenant des chances meilleures qu'il y a un an. L'Allemagne ne se bat pas seulement contre la plus grande partie de l'Europe et contre le Japon et indirectement contre les Etats-Unis, mais simultanément contre les temps. »

UNE OPINION ITALIENNE

Rome, 2 août. — La plupart des journaux italiens consacrent à l'anniversaire de la guerre de longs articles qui résument la situation réciproque des belligérants après une année de conflit. Malgré la retraite des Russes en Pologne, tous les articles ont des conclusions parfaitement optimistes. Il est vrai, relèvent les journaux, que l'Allemagne combat en territoire ennemi, mais c'est là un signe de supériorité qui ne doit aucunement induire en erreur. Le fait de la première année de guerre se clôture pour elle par des perspectives accablantes, car aucun de ses ennemis n'est vraiment atteint.

C'est l'avis de la Tribuna, qui calcule très largement les ressources des Empires centraux et de la Turquie et arrive ainsi à un total général de treize millions de combattants.

Or, dit-elle, d'après les listes des pertes subies par les Empires centraux, ceux-ci, après la première année de conflit ont hors de combat environ 4 à 5 millions d'hommes. La Quadruple-Entente, par contre, avec ses colonies, peut arriver facilement à un total de vingt millions d'hommes. La signification de ces chiffres apparaît au premier regard et l'on peut être

A la mémoire de Jaurès

Albi, 2 août. — Pour célébrer l'anniversaire de la mort de Jean Jaurès, dimanche, toute la journée, les délégations socialistes de Carmaux, Cagnac, Albi et des autres localités du département, ont déposé des couronnes et des gerbes de fleurs devant le caveau du cimetière d'Albi, où ont été déposées, provisoirement, les dépouilles mortelles du leader socialiste. Aucun incident n'est survenu.

Bourse de Paris

DU LUNDI 2 AOUT 1915

La semaine débute par une séance calme, les cours se bornant à se retrouver aux environs de leur précédent niveau, avec tendance à la lourdeur en raison de ce que les événements imposent à la Bourse. Fonds d'Etats. — Français 3 %, 69 ; 3 1/2 %, 90.85 ; Russe 1891, 61.95 ; 1896, 58.10 ; 1906, 87.75 ; 1909, 76.85. — Extérieure 85.50. Actions diverses. — Banque de France, 4.500 ; Banque de Paris, 860 ; Lyonnais, 1.006 ; Banque privée, 250 ; Banque Russo-Asiatique, 350 ; Banque Ottomane, 414 ; Nord, 1.235 ; Suez, 3.990 ; Métaux, 418 ; Nord-Sud, 104 ; Omnibus, 416 ; Distribution, 400 ; Saragosse, 362 ; Brinsat, 290 ; pr. 305 ; Hartmann, 363 ; Maltzoff, 397 ; Toulon, 1.020 ; Provodnik, 325 ; Russo-Belge, 1.100 ; Monaco, 2.275 ; 115, 461 ; Malacca, 116.50. Valeurs minières. — Bruay, 1.420 ; Lianosoff, 272 ; Bakou, 1.130 ; Colombia, 1.040 ; North Caucasian, 36.50 ; Spies, 20.25 ; Rio, 1.500 ; Boléo, 555 ; Cape Copper, 68 ; Ulah, 37 ; Chino, 258 ; Spassky, 54 ; Leuz, 37 ; Platine, 365 ; Rand Mines, 119.50 ; Modderfontein, 139 ; Chartered, 13.50 ; De Beers ord., 270.50 ; pr. 310 ; Jagersfontein, 70.50.

Nouvelles des Fronts Les Communiqués Officiels

Communiqué français

La soirée du 1^{er} août et la nuit du 1^{er} au 2 août ont été marquées par divers engagements d'infanterie.

En Artois, après avoir repoussé plusieurs attaques allemandes à la grenade, nous nous sommes emparés d'un élément franchisé dans le chemin creux d'Abilly. Angres, au nord de la route nationale Béthune-Arras.

Autour de Souchez, la lutte s'est poursuivie à coups de pétards et de grenades, sans modification du front de part ni d'autre.

En Champagne, sur le front Perthes-Beauregard, lutte de mines où nous avons pris l'avantage.

En Argonne, dans la région de Marfakis-Thérèse et de Saint-Hubert, après un vif combat à coups de bombes et de pétards, les Allemands ont tenté plusieurs attaques qui ont été repoussées.

Sur les Hauts-de-Meuse, entre les Esparges et la tranchée de Calonne, l'ennemi a attaqué, par trois fois, nos positions du Bois-Haut; nos feux d'artillerie et d'infanterie ont arrêté ces attaques.

Sur les Hauts-de-Meuse, entre les Esparges et la tranchée de Calonne, l'ennemi a attaqué, par trois fois, nos positions du Bois-Haut; nos feux d'artillerie et d'infanterie ont arrêté ces attaques.

Sur les Hauts-de-Meuse, entre les Esparges et la tranchée de Calonne, l'ennemi a attaqué, par trois fois, nos positions du Bois-Haut; nos feux d'artillerie et d'infanterie ont arrêté ces attaques.

Sur les Hauts-de-Meuse, entre les Esparges et la tranchée de Calonne, l'ennemi a attaqué, par trois fois, nos positions du Bois-Haut; nos feux d'artillerie et d'infanterie ont arrêté ces attaques.

Sur les Hauts-de-Meuse, entre les Esparges et la tranchée de Calonne, l'ennemi a attaqué, par trois fois, nos positions du Bois-Haut; nos feux d'artillerie et d'infanterie ont arrêté ces attaques.

Sur les Hauts-de-Meuse, entre les Esparges et la tranchée de Calonne, l'ennemi a attaqué, par trois fois, nos positions du Bois-Haut; nos feux d'artillerie et d'infanterie ont arrêté ces attaques.

Sur les Hauts-de-Meuse, entre les Esparges et la tranchée de Calonne, l'ennemi a attaqué, par trois fois, nos positions du Bois-Haut; nos feux d'artillerie et d'infanterie ont arrêté ces attaques.

Sur les Hauts-de-Meuse, entre les Esparges et la tranchée de Calonne, l'ennemi a attaqué, par trois fois, nos positions du Bois-Haut; nos feux d'artillerie et d'infanterie ont arrêté ces attaques.

Sur les Hauts-de-Meuse, entre les Esparges et la tranchée de Calonne, l'ennemi a attaqué, par trois fois, nos positions du Bois-Haut; nos feux d'artillerie et d'infanterie ont arrêté ces attaques.

Sur les Hauts-de-Meuse, entre les Esparges et la tranchée de Calonne, l'ennemi a attaqué, par trois fois, nos positions du Bois-Haut; nos feux d'artillerie et d'infanterie ont arrêté ces attaques.

Sur les Hauts-de-Meuse, entre les Esparges et la tranchée de Calonne, l'ennemi a attaqué, par trois fois, nos positions du Bois-Haut; nos feux d'artillerie et d'infanterie ont arrêté ces attaques.

Sur les Hauts-de-Meuse, entre les Esparges et la tranchée de Calonne, l'ennemi a attaqué, par trois fois, nos positions du Bois-Haut; nos feux d'artillerie et d'infanterie ont arrêté ces attaques.

Sur les Hauts-de-Meuse, entre les Esparges et la tranchée de Calonne, l'ennemi a attaqué, par trois fois, nos positions du Bois-Haut; nos feux d'artillerie et d'infanterie ont arrêté ces attaques.

Communiqué anglais

Après la première attaque allemande faite près de Hoeghe, le 30 juillet, un combat s'est engagé qui nous a permis de reprendre une partie des tranchées perdues à l'ouest du village.

Le 31 juillet il y a eu surtout lutte d'artillerie. Mais, dans la soirée, nous avons repoussé avec succès deux attaques d'infanterie.

Le 1^{er} août, il n'y a pas eu d'action d'infanterie.

Le 1^{er} août, il n'y a pas eu d'action d'infanterie.

Le 1^{er} août, il n'y a pas eu d'action d'infanterie.

Le 1^{er} août, il n'y a pas eu d'action d'infanterie.

Le 1^{er} août, il n'y a pas eu d'action d'infanterie.

Le 1^{er} août, il n'y a pas eu d'action d'infanterie.

Le 1^{er} août, il n'y a pas eu d'action d'infanterie.

Le 1^{er} août, il n'y a pas eu d'action d'infanterie.

Le 1^{er} août, il n'y a pas eu d'action d'infanterie.

Le 1^{er} août, il n'y a pas eu d'action d'infanterie.

Le 1^{er} août, il n'y a pas eu d'action d'infanterie.

Le 1^{er} août, il n'y a pas eu d'action d'infanterie.

Le 1^{er} août, il n'y a pas eu d'action d'infanterie.

Le 1^{er} août, il n'y a pas eu d'action d'infanterie.

Le 1^{er} août, il n'y a pas eu d'action d'infanterie.

Le 1^{er} août, il n'y a pas eu d'action d'infanterie.

Le 1^{er} août, il n'y a pas eu d'action d'infanterie.

LA DOUMA

Après les discours de M. Sasonoff, du Général Polivanoff et de M. Bark, le Président du Conseil Russe affirme l'intention impériale d'accorder l'autonomie à la Pologne

Le journal du matin ont été tout au long les discours que M. Sasonoff prononcé à la Douma à l'occasion de l'anniversaire de la guerre. On trouve dans les discours des ministres de la Guerre, des Finances et du président du Conseil, dont le texte ne nous est parvenu que dans la matinée.

LE MINISTRE DE LA GUERRE
Le nouveau ministre de la guerre, le général Polivanoff, est accueilli par de longs et vifs applaudissements sous les bancs. Le ministre commence son discours en déclarant que la Russie est en guerre avec des Etats qu'elle avait libérés, il y a un siècle, des mains de Napoléon.

Par des préparatifs savants et opiniâtres et poursuivis pendant près de quarante ans, l'Allemagne a été, en effet, des siècles, qui la mettont, non point de un militaire, au-dessus des autres pays. Surtout quand elle emploie ses ressources techniques, en plein oubli des traditions de la guerre qui formaient jusqu'ici le code de l'honneur militaire des nations civilisées.

En ce moment, l'ennemi a concentré contre nous des forces exceptionnelles énormes enveloppant successivement le territoire de l'arrondissement militaire de Varsovie, dont les contours stratégiques ont toujours été le point faible de notre front ouest. Dans ces conditions, nos troupes céderont peut-être à l'ennemi une partie de cette région, ce se repliant sur des positions où notre armée se préparera à la reprise de son offensive. C'est là fin qui couronne l'oeuvre, et prévue 1912. Nos troupes céderont peut-être aujourd'hui Varsovie, comme nous avons cédé Moscou, pour assurer la victoire finale. Ce sentiment prédomine dans toute la Russie, comme celui de l'amour et du respect pour notre armée, à laquelle nous devons la marche triomphante de Vroff, les victoires de la bataille de Przemysl, nos victoires et nos succès obtenus dans toute la Russie, comme celui de l'amour et du respect pour notre armée, à laquelle nous devons la marche triomphante de Vroff, les victoires de la bataille de Przemysl, nos victoires et nos succès obtenus dans toute la Russie.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL
M. Gorevnikin, président du conseil, parlant après M. Rozianka, dit : « Cette guerre terrible demandant des sacrifices énormes et nombreux, les gouvernements, fermement résolus à faire tous les sacrifices, vous a convoqués pour vous expliquer le véritable résultat des choses et délibérer avec vous sur les moyens de vaincre l'ennemi. »

« La guerre a montré que nous n'y fûmes pas suffisamment préparés comparativement aux efforts faits par l'ennemi. Donc pour en avoir raison, il est besoin de tout le développement des forces nationales. Le gouvernement ne soumettra à votre examen que des projets de loi ayant trait à la guerre, et, dans ce domaine, actuellement le plus vital, vous aurez un large champ d'activité. »

L'autonomie de la Pologne
« Ce n'est pas le moment de discourir sur l'amélioration qui sera réalisée avec votre concours. Mais je tiens à toucher aujourd'hui même à une question, celle de la Pologne, qui ne pourra évidemment être résolue en toute plénitude qu'après la guerre. Mais, dans ces jours actuels, il importe de faire savoir au peuple polonais que son ergastion future est définitivement et irrévocablement décidée par l'appel du généralissime grand-duc Nicolas, du commencement de la guerre. »

« Le peuple polonais, chevaleresque, noble, idéal, brave, mérité toutes les sympathies et un respect sans mélange. Aujourd'hui, et un respect sans mélange, il est chargé de vous déclarer qu'il a ordonné au conseil des ministres d'élaborer des projets accordant à la Pologne, après la guerre, le droit d'organiser librement sa vie nationale, sociale et économique sur la base de l'autonomie, sous le sceptre des Empereurs, et après la guerre. Avec les Polonais, les autres nationalités de la grande, de l'immense Russie, ont prouvé leur fidélité à la mère patrie. C'est pourquoi notre politique intérieure devra être pénétrée d'un principe d'impartialité et de bienveillance à l'égard de tous les citoyens russes fidèles, sans distinction de nationalité, de croyance ou de langue. (Applaudissements.) »

« Soyons unis »
Unissons-nous dans l'effort commun auquel le monarque nous appelle. Le gouvernement est fermement persuadé que, tôt ou tard, la victoire sera à nous (Vivez nous applaudissements) ; et cette foi est partagée par toute la Russie. Soyons unis sur un seul programme, celui de la victoire (Longs applaudissements sur tous les bancs).

LE GOUVERNEMENT DE LA POLOGNE
Petograd, 1^{er} août. — Après la séance de la Douma, les ministres se sont rendus au Conseil de l'Empire, où ils ont prononcé les mêmes discours. Les orateurs de tous les partis ont exprimé leurs sympathies aux Polonais et ont salué la déclaration du gouvernement relative à l'autonomie de la Pologne. Le représentant du groupe polonais, M. Veliopolski, a fait la déclaration suivante : « Nos villes sont ruinées, nos villages réduits en cendres, l'ennemi est aux portes de notre capitale. En cette heure historique, nous déclarons que la voie que nous avons choisie ne dépend pas de la fortune de la guerre. Nous espérons dans le secours de Dieu. La Pologne demeurera en union avec la Russie sous le sceptre de notre monarque. »

LA FIN D'UN PIRATE
Londres, 2 août. — On mande de Rotterdam au Daily Telegraph : « On reçoit de la frontière allemande la confirmation de la nouvelle disant que le gouvernement allemand va assumer l'entier contrôle de toutes les fabriques de coton, à partir d'aujourd'hui. (Lund), toutes les fabriques de tissus de Westphalie fonctionnent maintenant sous le contrôle du gouvernement conformément à l'arrangement tendant à assurer la répartition égale du coton entre les fabriques allemandes. »

RESERVE NECESSAIRE
Londres, 2 août. — On mande de Rotterdam au Daily Telegraph : « L'un des journaux allemands au sujet de l'opération de la guerre, »

LA FIN D'UN PIRATE
Londres, 2 août. — On mande de Rotterdam au Daily Telegraph : « On reçoit de la frontière allemande la confirmation de la nouvelle disant que le gouvernement allemand va assumer l'entier contrôle de toutes les fabriques de coton, à partir d'aujourd'hui. (Lund), toutes les fabriques de tissus de Westphalie fonctionnent maintenant sous le contrôle du gouvernement conformément à l'arrangement tendant à assurer la répartition égale du coton entre les fabriques allemandes. »

LA FIN D'UN PIRATE
Londres, 2 août. — On mande de Rotterdam au Daily Telegraph : « On reçoit de la frontière allemande la confirmation de la nouvelle disant que le gouvernement allemand va assumer l'entier contrôle de toutes les fabriques de coton, à partir d'aujourd'hui. (Lund), toutes les fabriques de tissus de Westphalie fonctionnent maintenant sous le contrôle du gouvernement conformément à l'arrangement tendant à assurer la répartition égale du coton entre les fabriques allemandes. »

LA FIN D'UN PIRATE
Londres, 2 août. — On mande de Rotterdam au Daily Telegraph : « On reçoit de la frontière allemande la confirmation de la nouvelle disant que le gouvernement allemand va assumer l'entier contrôle de toutes les fabriques de coton, à partir d'aujourd'hui. (Lund), toutes les fabriques de tissus de Westphalie fonctionnent maintenant sous le contrôle du gouvernement conformément à l'arrangement tendant à assurer la répartition égale du coton entre les fabriques allemandes. »

LA FIN D'UN PIRATE
Londres, 2 août. — On mande de Rotterdam au Daily Telegraph : « On reçoit de la frontière allemande la confirmation de la nouvelle disant que le gouvernement allemand va assumer l'entier contrôle de toutes les fabriques de coton, à partir d'aujourd'hui. (Lund), toutes les fabriques de tissus de Westphalie fonctionnent maintenant sous le contrôle du gouvernement conformément à l'arrangement tendant à assurer la répartition égale du coton entre les fabriques allemandes. »

LA FIN D'UN PIRATE
Londres, 2 août. — On mande de Rotterdam au Daily Telegraph : « On reçoit de la frontière allemande la confirmation de la nouvelle disant que le gouvernement allemand va assumer l'entier contrôle de toutes les fabriques de coton, à partir d'aujourd'hui. (Lund), toutes les fabriques de tissus de Westphalie fonctionnent maintenant sous le contrôle du gouvernement conformément à l'arrangement tendant à assurer la répartition égale du coton entre les fabriques allemandes. »

LA FIN D'UN PIRATE
Londres, 2 août. — On mande de Rotterdam au Daily Telegraph : « On reçoit de la frontière allemande la confirmation de la nouvelle disant que le gouvernement allemand va assumer l'entier contrôle de toutes les fabriques de coton, à partir d'aujourd'hui. (Lund), toutes les fabriques de tissus de Westphalie fonctionnent maintenant sous le contrôle du gouvernement conformément à l'arrangement tendant à assurer la répartition égale du coton entre les fabriques allemandes. »

perdre un instant, nous emploierons toutes les facultés du pays à développer sa défense nationale.

LE MINISTRE DES FINANCES
M. Bark, ministre des finances, déclare que la Russie, malgré les énormes dépenses dues à une guerre grandiose, a réussi non seulement à trouver dans le bien-être national les ressources nécessaires, mais a pu aussi combler la lacune ouverte par l'interdiction de la vente des spiritueux, qui apportait par an un fisc près d'un milliard de roubles.

Les frais de la guerre
Les frais de la guerre, dit le ministre, s'élevèrent pour la Russie, vers la fin de 1915, à la somme de 7 milliards 242 millions. Pour les couvrir, le ministre projette une série d'opérations de crédit dont le succès, dit-il, est hors de doute. Car le total des économies nationales a augmenté de 1.800 millions, ce qui prouve que le pays possède de ressources suffisantes pour réaliser ces opérations, ressources qui doivent être attribuées à la pondérance du peuple.

M. Bark insiste sur le nécessaire de maintenir cette situation financière et saluait même après la guerre et il termine en donnant l'assurance que le pays répondra puissamment à toutes les nécessités provoquées par la guerre. Le seul élan patriotique saura unir toutes les forces et toutes les facultés pour satisfaire les besoins de l'armée.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL
M. Gorevnikin, président du conseil, parlant après M. Rozianka, dit : « Cette guerre terrible demandant des sacrifices énormes et nombreux, les gouvernements, fermement résolus à faire tous les sacrifices, vous a convoqués pour vous expliquer le véritable résultat des choses et délibérer avec vous sur les moyens de vaincre l'ennemi. »

« La guerre a montré que nous n'y fûmes pas suffisamment préparés comparativement aux efforts faits par l'ennemi. Donc pour en avoir raison, il est besoin de tout le développement des forces nationales. Le gouvernement ne soumettra à votre examen que des projets de loi ayant trait à la guerre, et, dans ce domaine, actuellement le plus vital, vous aurez un large champ d'activité. »

L'autonomie de la Pologne
« Ce n'est pas le moment de discourir sur l'amélioration qui sera réalisée avec votre concours. Mais je tiens à toucher aujourd'hui même à une question, celle de la Pologne, qui ne pourra évidemment être résolue en toute plénitude qu'après la guerre. Mais, dans ces jours actuels, il importe de faire savoir au peuple polonais que son ergastion future est définitivement et irrévocablement décidée par l'appel du généralissime grand-duc Nicolas, du commencement de la guerre. »

« Le peuple polonais, chevaleresque, noble, idéal, brave, mérité toutes les sympathies et un respect sans mélange. Aujourd'hui, et un respect sans mélange, il est chargé de vous déclarer qu'il a ordonné au conseil des ministres d'élaborer des projets accordant à la Pologne, après la guerre, le droit d'organiser librement sa vie nationale, sociale et économique sur la base de l'autonomie, sous le sceptre des Empereurs, et après la guerre. Avec les Polonais, les autres nationalités de la grande, de l'immense Russie, ont prouvé leur fidélité à la mère patrie. C'est pourquoi notre politique intérieure devra être pénétrée d'un principe d'impartialité et de bienveillance à l'égard de tous les citoyens russes fidèles, sans distinction de nationalité, de croyance ou de langue. (Applaudissements.) »

« Soyons unis »
Unissons-nous dans l'effort commun auquel le monarque nous appelle. Le gouvernement est fermement persuadé que, tôt ou tard, la victoire sera à nous (Vivez nous applaudissements) ; et cette foi est partagée par toute la Russie. Soyons unis sur un seul programme, celui de la victoire (Longs applaudissements sur tous les bancs).

LE GOUVERNEMENT DE LA POLOGNE
Petograd, 1^{er} août. — Après la séance de la Douma, les ministres se sont rendus au Conseil de l'Empire, où ils ont prononcé les mêmes discours. Les orateurs de tous les partis ont exprimé leurs sympathies aux Polonais et ont salué la déclaration du gouvernement relative à l'autonomie de la Pologne. Le représentant du groupe polonais, M. Veliopolski, a fait la déclaration suivante : « Nos villes sont ruinées, nos villages réduits en cendres, l'ennemi est aux portes de notre capitale. En cette heure historique, nous déclarons que la voie que nous avons choisie ne dépend pas de la fortune de la guerre. Nous espérons dans le secours de Dieu. La Pologne demeurera en union avec la Russie sous le sceptre de notre monarque. »

LA FIN D'UN PIRATE
Londres, 2 août. — On mande de Rotterdam au Daily Telegraph : « On reçoit de la frontière allemande la confirmation de la nouvelle disant que le gouvernement allemand va assumer l'entier contrôle de toutes les fabriques de coton, à partir d'aujourd'hui. (Lund), toutes les fabriques de tissus de Westphalie fonctionnent maintenant sous le contrôle du gouvernement conformément à l'arrangement tendant à assurer la répartition égale du coton entre les fabriques allemandes. »

RESERVE NECESSAIRE
Londres, 2 août. — On mande de Rotterdam au Daily Telegraph : « L'un des journaux allemands au sujet de l'opération de la guerre, »

LA FIN D'UN PIRATE
Londres, 2 août. — On mande de Rotterdam au Daily Telegraph : « On reçoit de la frontière allemande la confirmation de la nouvelle disant que le gouvernement allemand va assumer l'entier contrôle de toutes les fabriques de coton, à partir d'aujourd'hui. (Lund), toutes les fabriques de tissus de Westphalie fonctionnent maintenant sous le contrôle du gouvernement conformément à l'arrangement tendant à assurer la répartition égale du coton entre les fabriques allemandes. »

LA FIN D'UN PIRATE
Londres, 2 août. — On mande de Rotterdam au Daily Telegraph : « On reçoit de la frontière allemande la confirmation de la nouvelle disant que le gouvernement allemand va assumer l'entier contrôle de toutes les fabriques de coton, à partir d'aujourd'hui. (Lund), toutes les fabriques de tissus de Westphalie fonctionnent maintenant sous le contrôle du gouvernement conformément à l'arrangement tendant à assurer la répartition égale du coton entre les fabriques allemandes. »

LA FIN D'UN PIRATE
Londres, 2 août. — On mande de Rotterdam au Daily Telegraph : « On reçoit de la frontière allemande la confirmation de la nouvelle disant que le gouvernement allemand va assumer l'entier contrôle de toutes les fabriques de coton, à partir d'aujourd'hui. (Lund), toutes les fabriques de tissus de Westphalie fonctionnent maintenant sous le contrôle du gouvernement conformément à l'arrangement tendant à assurer la répartition égale du coton entre les fabriques allemandes. »

LA FIN D'UN PIRATE
Londres, 2 août. — On mande de Rotterdam au Daily Telegraph : « On reçoit de la frontière allemande la confirmation de la nouvelle disant que le gouvernement allemand va assumer l'entier contrôle de toutes les fabriques de coton, à partir d'aujourd'hui. (Lund), toutes les fabriques de tissus de Westphalie fonctionnent maintenant sous le contrôle du gouvernement conformément à l'arrangement tendant à assurer la répartition égale du coton entre les fabriques allemandes. »

LA FIN D'UN PIRATE
Londres, 2 août. — On mande de Rotterdam au Daily Telegraph : « On reçoit de la frontière allemande la confirmation de la nouvelle disant que le gouvernement allemand va assumer l'entier contrôle de toutes les fabriques de coton, à partir d'aujourd'hui. (Lund), toutes les fabriques de tissus de Westphalie fonctionnent maintenant sous le contrôle du gouvernement conformément à l'arrangement tendant à assurer la répartition égale du coton entre les fabriques allemandes. »

LA FIN D'UN PIRATE
Londres, 2 août. — On mande de Rotterdam au Daily Telegraph : « On reçoit de la frontière allemande la confirmation de la nouvelle disant que le gouvernement allemand va assumer l'entier contrôle de toutes les fabriques de coton, à partir d'aujourd'hui. (Lund), toutes les fabriques de tissus de Westphalie fonctionnent maintenant sous le contrôle du gouvernement conformément à l'arrangement tendant à assurer la répartition égale du coton entre les fabriques allemandes. »

Nouvelles de la Journée La Dégradation de Desclaux

Elle a eu lieu ce matin à 6 h. 30

C'est ce matin que l'ex-payeur principal aux armées, François Desclaux, a été dégradé, dans la cour d'honneur de l'École militaire, place Fontenoy.

On sait que cette triste cérémonie devait avoir lieu quelques jours auparavant, mais les mauvais états de santé du condamné avait dû la faire retarder. Son état de faiblesse était tel encore ce matin qu'un major du Val-de-Grâce le suivit en automobile durant le trajet.

A 6 h. 30, Desclaux, conduit par le commandant Pilzer, est amené du Cherche-Midi en automobile. Jusqu'au moment de la cérémonie, il resta dans l'infirmerie, au rez-de-chaussée d'un des casernes, à droite dans la cour.

Des détachements des 55^e et 66^e régiments territoriaux d'infanterie, en tenue bleu horizon, du 2^e cravassiers, pied à terre, des commis de la 20^e section, à laquelle appartenait Desclaux, viennent former le fer à cheval devant les bâtiments de l'École supérieure de guerre. Ils sont placés sous le commandement du colonel Pasquier.

La décision ayant été prise hier soir seulement, le public n'avait pu être prévénu par la presse. Quelques groupes de curieux, passants intrigués ont, toutefois, seulement se rangent, maintenus par les agents, à deux mètres de la grille du quartier, rigoureusement consignés. Nul n'y a pu pénétrer, qui ne joue un rôle dans la cérémonie. Aux fenêtres de l'École militaire et jusque sur les toits, on voit des soldats.

Vers 7 heures moins 10, Desclaux est conduit par une automobile, qui stationne dans la cour. 7 heures sonnent, les tambours ouvrent le ban. Un caporal et quatre hommes du 66^e territorial, balonnée au canon, viennent se placer devant l'automobile et Desclaux en descend ; les soldats l'encadrent aussitôt.

L'ex-payeur principal paraît déprimé, vieilli ; ses cheveux blancs, coupés très courts, sa face rasée, lui donnent un air pitoyable. Il marche pourtant d'un pas assez ferme. Il porte l'uniforme de lieutenant-colonel, avec la croix de la Légion d'honneur. Un cimier le conduit au centre du fer à cheval ; la troupe prend les armes. Le capitaine-greffier Tallant, du Conseil de guerre qui l'a condamné, lui donne lecture du jugement, puis s'écrit : « Desclaux (François-Camille), vous êtes indignes de porter les armes ; de par la loi nous vous dégradons. »

Le sergent Degnan, du 55^e territorial, proclame aussitôt la dégradation. Il arrache la croix, qui est respectueusement placée sur un coussin ; il découle les boutons, fait tomber les boutons de l'uniforme, prend l'épée et la brise en deux morceaux qu'il jette à droite et à gauche du condamné. Desclaux demeure immobile, horriblement pâle. Il commence à donner des signes d'énerverment. Il lui faut ensuite, suivi de son escorte, défilé le long des rangs. Il est très pâle et porte son képi dégradé à la main. Il marche maintenant tête baissée, très affaibli, à bout.

Un taxi est venu stationner juste à l'entrée du fer à cheval, de sorte qu'après avoir passé devant le dernier soldat, Desclaux entre immédiatement dans l'auto, qui sort aussitôt du quartier.

La triste cérémonie a duré 7 minutes. Desclaux est désarmé aux mains de M. Poncet, commissaire aux délégations judiciaires, qui le conduit à la Santé, où une cellule lui a été préparée.

de Varsovie est emprunt d'une réserve remarquable. Il prépare évidemment le public à l'échec des espoirs qu'on avait nourris d'une grande débâcle russe.

Le major Morath, qui avait fait allusion précédemment au péril menaçant de l'armée russe, est aujourd'hui beaucoup plus prudent dans ses commentaires.

LES OISEAUX GRIMINELS
Nancy, 1^{er} août. — Ce matin, à 5 heures, quatre ou cinq avions allemands, profitant d'un ciel nuageux, ont essayé de venir voler au-dessus de Nancy. Violentement canonnés, ils n'ont pu s'approcher de la ville suffisamment pour pouvoir y lancer des bombes.

Peu après, un certain nombre d'avions français se sont élevés et, ayant pris de la hauteur, ont donné vigoureusement la chasse aux taubes, qui ont aussitôt battu en retraite.

En Suisse
Londres, 2 août. — La compagnie à laquelle appartient l'Iberian, publie la liste des pertes causées par la destruction de ce navire ; il en résulte qu'un Américain a été tué par les Allemands, dont un succombé à ses blessures.

UN VAPEUR ANGLAIS COULÉ
Londres, 1^{er} août. — Le vapeur anglais Filigence a été coulé aujourd'hui. Les 28 hommes de son équipage ont été sauvés.

COMMENCEMENT DE LA GUERRE
Londres, 1^{er} août. — Le docteur Patrick Stephen Burns, médecin du paquebot Iberian, de la Leyland, coulé par un sous-marin allemand alors qu'il se rendait en Amérique, raconte ainsi le crime : « Je me promenais sur le pont quand, sans aucun avertissement, un obus tomba vers-dessus la passerelle et tua six hommes qui se trouvaient à côté de moi. Les Allemands me passèrent quelques bandes de gaze et je fis de mon mieux pour soulager les malheureux. Pendant les six heures qui s'écoulèrent avant de que nous fûmes recueillis, deux des huit blessés moururent. L'un, Mark Wiley, était un Américain de Boston. »

Présomption allemande
La Haye, 2 août. — La « Gazette de Coïgne » au cours de commentaires officiels sur l'anniversaire de la guerre écrit : « Nous n'évacuerons le territoire que nous occupons que lorsque les négociations diplomatiques réglant la position future de la Belgique, de la Pologne et des colonies allemandes auront été terminées. »

La fin d'un pirate
Copenhague, 2 août. — Des matelots arrivés de Lubeck annoncent qu'un nouveau sous-marin allemand, qui accomplissait un voyage d'essai entre Kiel et Fehmarn, a coulé le 24 juillet.

Des pêcheurs allemands, qui aidèrent à la tentative de sauvetage, confirment le récit des matelots et ajoutent que deux membres de l'équipage ont été noyés.

Les actes des Pirates

LES AMERICAINS A BORD DE L'« IBERIAN »
Londres, 2 août. — La compagnie à laquelle appartient l'Iberian, publie la liste des pertes causées par la destruction de ce navire ; il en résulte qu'un Américain a été tué par les Allemands, dont un succombé à ses blessures.

UN VAPEUR ANGLAIS COULÉ
Londres, 1^{er} août. — Le vapeur anglais Filigence a été coulé aujourd'hui. Les 28 hommes de son équipage ont été sauvés.

COMMENCEMENT DE LA GUERRE
Londres, 1^{er} août. — Le docteur Patrick Stephen Burns, médecin du paquebot Iberian, de la Leyland, coulé par un sous-marin allemand alors qu'il se rendait en Amérique, raconte ainsi le crime : « Je me promenais sur le pont quand, sans aucun avertissement, un obus tomba vers-dessus la passerelle et tua six hommes qui se trouvaient à côté de moi. Les Allemands me passèrent quelques bandes de gaze et je fis de mon mieux pour soulager les malheureux. Pendant les six heures qui s'écoulèrent avant de que nous fûmes recueillis, deux des huit blessés moururent. L'un, Mark Wiley, était un Américain de Boston. »

Présomption allemande
La Haye, 2 août. — La « Gazette de Coïgne » au cours de commentaires officiels sur l'anniversaire de la guerre écrit : « Nous n'évacuerons le territoire que nous occupons que lorsque les négociations diplomatiques réglant la position future de la Belgique, de la Pologne et des colonies allemandes auront été terminées. »

La fin d'un pirate
Copenhague, 2 août. — Des matelots arrivés de Lubeck annoncent qu'un nouveau sous-marin allemand, qui accomplissait un voyage d'essai entre Kiel et Fehmarn, a coulé le 24 juillet.

Des pêcheurs allemands, qui aidèrent à la tentative de sauvetage, confirment le récit des matelots et ajoutent que deux membres de l'équipage ont été noyés.

LES PRISONNIERS EN ALLEMAGNE
Le Comité international de la Croix-Rouge de Genève (Suisse), nous communique la note suivante : « A la date du 27 juillet 1915, le commandant du camp de Engelmücken télégraphia au Comité international de la Croix-Rouge à Genève, que ce camp n'est plus en quarantaine. »

L'APPEL DE LA CLASSE 1887
On nous communique la note suivante : « La question a été posée de savoir si, ou non la classe 1887 pouvait légalement être appelée sous les drapeaux. Cette question doit être résolue par l'Assemblée. Un décret du Président de la République, en date du 3 décembre 1914, maintient la loi du 30 mars 1915, maintenant la classe 1887 à la disposition du ministre de la guerre jusqu'à la cessation des hostilités, que les hommes de cette classe aient été précédemment incorporés ou qu'ils soient restés dans leurs foyers. »

LE BONNET ROUGE
est composé par une équipe d'ouvriers syndiqués.

LE GÉRANT : LÉON BAÏLA
IMPRIMERIE FRANÇAISE, MAISON J. DANGREUX, 123, rue Montmartre, Paris (2^e)
Géorgès Dangreux, imprimeur.

LES PLANCHES

NÉCROLOGIE

Léon de Bercy vient de mourir. Voilà la triste nouvelle qui nous est parvenue hier soir.

Outre l'ami, le camarade des heures difficiles, que nous pleurons, c'est un chansonnier montmartrois des premiers jours qui disparaît.

Il fut des essais primitifs de la chanson sur la Butte. Léon Deun de Bercy, après une instruction solide, quitta le manoir familial et s'en vint à Paris. Il fréquenta le Chat Noir avec Satis, Donnay, Ponchon et Marcel Legay. Il fit paraître des vers sous le titre de Chansons Noires, qui sont comme une longue plainte qui